

, 1 6 7 , 7 8 7 ' 8 % 7 (5 1 (6 2 & , \$ / (7 ' (5 (& + (5 &

0 H V X U H V G - D S S O L s F D W
articles 125 et 126 du Décret du
4 novembre 1983 :
Procédure administrative
G - D G R S W L R Q

μ OE μ μ] OE v SE μ α OE '

E } À u OE î î î î

Table des matières

\$ Y L V G H O ¶ , Q - Ê t e S o m m a i r e d e C h e r c h e s Q	2
Préambule.....	3
Titre I. Définitions.....	5
7 L W U H , , ' H O ¶ D X W R U L V D W L R Q . . G . H . . I R . Q . F . W . L R . Q . Q . H . U . . ¶ W G H O ¶	
Section I ' H O ¶ D X W R U L V D W L R Q . . G . H . . I R . Q . F . W . L R . Q . Q . H . U	7
Section III / H V R U J D Q L V P H V D . J . U . p . p . V . . j . . O ¶ D . G . R . S . W . L R . Q	10
Titre III / D S U R F p o s t a d o p t i o n	12
Section I / D S U R F p G X U . H . . G . ¶ . D . G . R . S . W . L R . Q	12
Section III: Le suivi postadoption.....	17
Dispositions finales.....	19
6 & + e 0 \$ 3 5 2 & (6 6 8 6 ' ¶ \$ ' 2 3 7 , 2 1 . . (1 . . + \$. 1 7	20

Avis de l'Institut du Bien-Être Social et de recherches



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

INSTITUT DU BIEN-ÊTRE SOCIAL
ET DE RECHERCHES
(IBESR)

IBESR/DG/04/12/# 269

Port-au-Prince, le 27 Avril 2012

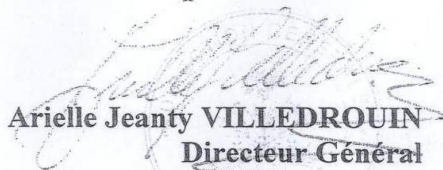
No.

AVIS

La Direction Générale de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches (**IBESR**) informe les Responsables de Crèches, les Cabinets d'Avocats, les Ambassades en particulier et le public en général que dans l'objectif de renforcer le système de protection de l'enfance, elle procédera à une révision de la procédure administrative relative à l'adoption, conformément à la Convention sur les Droits de l'Enfant (CDE) et au Décret du 4 novembre 1983.

A cet effet, aucun dossier de demande d'autorisation d'adoption ne sera reçu par les Services compétents de l'Institution du 7 mai au 31 juillet 2012.

La Direction Générale de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches (**IBESR**) invite tous ceux que la présente concerne à s'informer des nouvelles procédures administratives auprès de la Direction du Service Social à partir du 16 juillet 2012.


Arielle Jeanty VILLEDROUIN
Directeur Général

IBESR

Préambule

L'Assemblée nationale a adopté la loi relative aux mesures d'urgence relatives à la protection des enfants et des adolescents vulnérables en situation de danger, en application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, dans le cadre des articles 125 et 126 du Décret du 4 novembre 1983, ainsi libellé :

Article 125 : Le Service des Œuvres Sociales a pour rôle de :

- *Contrôler et superviser les établissements concourant à la protection, à la garde et au placement des enfants du premier âge (0 à 3 ans) et du second âge (3 à 6 ans), les maisons maternelles, les crèches, les pouponnières, les orphelinats, les centres de placement surveillés et autres;*
- *Étudier les demandes d'autorisation de fonctionnement des œuvres privées, en tenant compte des titres et garanties requis pour diriger une maison d'enfants ; des titres et garanties à exiger du personnel appelé à y remplir des fonctions d'éducation et de toute personne qui exerce une fonction ou réside dans un de ces établissements ; des conditions d'installation et de fonctionnement de ces établissements, eu égard notamment aux catégories d'enfants qu'ils sont appelés à recevoir;*
- *Recevoir régulièrement et aux fins utiles un rapport détaillé sur les activités des œuvres sociales privées autorisées à fonctionner;*
- *.....*

Article 126 : Le Service de l'Adoption est chargé d'examiner toutes requêtes présentées en vue de l'adoption, constituer les dossiers de chaque cas en considération avec le Service Social de l'Institution intéressée, recommander l'adoption et remplir les formalités nécessaires à l'adoption selon les normes et la procédure administrative arrêtée par l'IBESR.

Il est chargé d'entreprendre les démarches nécessaires et de remplir les formalités requises auprès des autorités compétentes pour l'établissement des actes de naissance des pupilles de l'assistance publique et des mineurs abandonnés qui en sont dépourvus.

Il est chargé de préparer la recommandation en vue de la rédaction des actes de naissance des pupilles de l'assistance publique et des mineurs abandonnés qui en sont dépourvus.

Obligation est faite à tous les Directeurs de Centres de Transit et d'Accueil de soumettre à la Direction de l'IBESR toutes les requêtes et en général tous les dossiers d'adoption avant leur enrôlement aux tribunaux compétents.

Cette procédure trouve son fondement dans la législation suivante

- & R Q V W L W X W L R Q G H O D 5 p S X E O L T X H G ¶ + D w W L G H D P H
- Convention sur les Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989
- & R Q Y H Q W L R Q V X U O D S U R W H F W L R Q G H V H Q I D Q W V H W internationale;
- Code Civil haïtien
- Code de Procédure Civile haïtien
- Code Pénal haïtien
- DécretLoi du 22 décembre 1974 régissant le fonctionnement H V P D L V R Q ; V G ¶ H Q I D Q W V
- Décret du 3 décembre 1973 sur les actes de naissance des enfants admis dans les maisons G ¶ H Q I D Q W V
- Décret du 4 avril V X U O ¶ D G R S W L R Q
- Décret du 4 novembre 1983 X U O ¶ R U J D Ministère des Affaires Sociales;
- / D O R L G X P D L U H O D W L Y H j O ¶ L Q W H U G L F W L R Q G H traitements inhumains contre les enfants.

Cette procédure est relative:

- À O ¶ D X W R U L V D W L R Q Créé aux P D Q V R Q R G ¶ H Q I D Q W V
- À O ¶ L Q W H U Y H Q W L R Q G H O ¶ , % (6 5 H Q D P R Q W G H ¶ SUR F p G consentement G H V S D U H Q W V E L R O R O L T X S S D U H O ¶ D G R S W L R Q M X P H C D Y H F O H V U H V S R Q V D E O ¶ H a l a G e H a u P o n s t a n t R e q u e t e d e C a n d i d a t U g e de Paix ou le Notaire H W j W R X W S U R M H W G ¶ D S S D U H Q W H P H Q W O O ¶ D G R S W L R Q
- À O D F U p D W e l l e O m n i p a r t i s i p a i r e de soutien aux familles biologiques, dans la phase de recueil pré consentement et de la recherche de mesures alternatives
- À O ¶ D X W R U L V D W L R Q G ¶ X Q Q R P E U H O L P L W p G ¶ R U J D Q L V P H base des documents et informations fournis par ces organismes et par les Autorités centrales G H V e W D W V G ¶ D F F X H L O V F R Q F H U Q p V

Titre I. Définitions

1. Dans le cadre de la présente procédure on entend par

Adoption : Acte solennel prononcé par un tribunal et qui crée entre un couple hétérosexuel ou un célibataire et un enfant semblables à ceux qui résultent de la filiation par le sang.

Cet acte est considéré comme une mesure de protection et propice à son épanouissement, respectueux de ses droits fondamentaux.

Adoption directe/privée : Adoption dans laquelle les personnes ou entités auxquelles elle est prise directement entre un parent biologique et des futurs parents adoptifs.

Adoption indépendante/individuelle: Situation dans laquelle des futurs parents adoptifs jugés qualifiés et aptes à adopter par leur Autorité centrale ou leur organisme agréé.

Adoption intrafamiliale : Acte par lequel une personne adopte un enfant son proche parent.

Adoption internationale : Acte par lequel un enfant résidant en Haïti est adopté par une personne résidant habituellement dans un pays étranger et doit être déplacé vers un autre État, selon les règles établies par la loi.

Adoption nationale : Acte par lequel une personne résidant habituellement en Haïti adopte un enfant haïtien résidant habituellement en Haïti selon les règles établies par la loi.

Adoption simple : Acte par lequel certains effets du droit de la filiation tels le nom, les dévolutions successorales, mais reste attaché à sa famille biologique. Elle ne met pas fin au lien parent-enfant. Elle ne crée pas de lien de filiation entre l'adoptant et l'adopté. Elle ne supprime pas le lien de filiation existant entre l'adopté et ses parents biologiques.

Agrément: Acte par lequel l'Autorité centrale ou l'organisme agréé donne son accord à la permission de procéder à l'adoption.

Autorisation : Permis officiel délivré par le Gouvernement haïtien, la permission de travailler en Haïti.

Autorisation de fonctionner : Permis officiel accordant la permission pour prendre en charge des enfants,

Autorité centrale : Office ou organe désigné par un État contractant doté de pouvoirs

Autorité compétente : Toute autorité publique administrative ou judiciaire désignée

Autorité publique : Tout organisme ou autorité qui fait partie de la structure indépendante.

Crèche: Structure publique ou privée de 0 à 6 ans séparés ou définitivement privés de leur famille et placés par les familles directement, auquel cas la crèche doit informer

Centre de transit: Structure provisoire pour accueillir provisoirement les enfants pris en charge au préalable dans des établissements tels que des crèches ou orphelinats, fermés par décision administrative.

Gains matériels et/ou financiers indus: Revenus ou gains matériels et/ou financiers indus

Maison d'enfants : Terme générique désignant toute institution publique ou privée à vocation sociale autorisée sans soutien familial et donc particulièrement vulnérables

Orphelinat : Structure publique ou privée dans laquelle les enfants sont pris en charge

3. Toute PDLVRQ GpH, Q RDXQWIV QFWLRQQHU REWHQLU SUPDODEC
par la Direction générale de O ¶ , % (6 5

4. 3RXU REWHQLB QO G DIX WRRQLWLDRAQ GpH U O ¶ ¶ % QWpsehtesV p
pièces suivantes :

1° Acte constitutif

2° Statuts et règlements internes

3° /D OLVWH GHV PHPEUHV Administration & B QM H Conseil G ¶
direction DFFRPSDJQpH GHV FXUULFXOXP YLWDH HW GHV
FDVLHU MXGLFLDLUH GH FKDFXQ G ¶HX[

4° Adresse de la maison principale en Haïti et ses filiales sur le territoire, le cas échéant,
comportant une description des locaux et du matériel;

5° Certificat attestant que le bâtiment répond aux normes sismiques et anticycloniques

6° 3UHXYH TXH OD VWUXFWXUH UpSRQG DX[QRUPHV G ¶K
dispose du personnel, du matériel et des équipements adéquats permettant la prise en
charge des enfants;

7° Capacité G ¶ D F FXWH B M HFWLI GH O ¶ pWDEOLVVHPHQW

8° Organisation et fonctionnement de leurs différents services;

9° /H EXGJHW SRXU O ¶H[HUFLFH HWHF B X UUpV B WEDW DGH I
SUPFP GHQW H Antenne G ¶ DFWLYLWp

10° 3KRWRV GHV PHPEUHV GX & RQVHLO G ¶ DGPLQLVWUDWL

11° /HV IUDLGHV GpH.

5. (Q YXH G ¶RFWUR\HU O ¶DXWRULVDWLRQ GGHIBQ, PWB BQQ
SURFqGHQW j WRXWHV OHV HQTXrWHV TX ¶LO MXJH QpFHV
O ¶XQH GHV SHUVRQQHV Fprijants Low XndeQWans Odans le RUJDQH
IRQFWLRQQHPHQW GH O ¶RUJDQLVDWLRQ D IDLW O ¶REMH

1° ' ¶XQH FRW B BQQSpQDOH SRXU FULPHV HVVants Xho Sibéet O ¶XQ G
voies de fait, infractions sexuelles, association de malfaiteurs, trafic de stupéfiants,
séquestrations de personnes, enlèvement de mineurs, FULPHV HW GpOLWV HQY
vol, escroquerie, abus de confiance, recel tous autres fractions privatives de liberté
ou;

2° '¶ XQ UHWUDLW e G¶ D X M P U LVDWLRQ

3° 6L O¶ XQH GHV SHUV-Resou-he jout par Ma P-re Q-pan-té Juridique ou;

4° '¶ XQH PHVUHUØHW SDUWLHO RX WRWDO GH O¶ DXWRUL

6. /¶ DXWRULVDWLRQ GH IRQFWLRQGHX[HVWDQDODRDW S¶ XQ GHX[H[HUFLFHV ILVFDX[FRQVpFXWLIV (Q +DwWL O¶ H[H V¶ DFKqY s-De Xp-Prle.

7. ,O HVW IDLW REOLJDWLRQ DX[UHVSQRVDEOHV GH PDLV HQIDQWV UHFHXLOOLV GDQV OHXU LQVWLWXWLRQ HW GH nouvellement recueilli, sous peine de sanctions et punies par les dispositions du titre II section VI, paragraphe un et deux (1 & 2) de la loi No 4 du Code pénal relative aux crimes HW GpOLWV WHQGQW j HPSrFKHU RX GpWUXLUH OD S compromettre son existence, enlèvement de mineurs, etc.

8. 3RXU VLJQDOHU j O¶ ,%(65 WRXW HQIDQW FRQILp j XQH P maison doit se faire accompagner du/des p(s) biologique(s) ou dtuteur GH O¶ HQIDQW PXQLV GH OHXU SLqFH G¶ QDGHVQWQW p GW G¶ HQDQWH G

Section II : De l'agrément

9. 7RXWH PDLV s-Pr G¶ la On D-We-crèche ou orphelinat qui désire étendre ses activités à l'adoption nationale ou internationale doit être titulaire agrément délivré par O¶ ,%(65

10. Le dossier de demande d'agrément sur DW adopti-on, sous peine d'irrecevabilité, doit comprendre

1° /HWWUH GH GHPD;QGH G¶ DXWRULVDWLRQ

2° /¶ DXWRULVDWLRQGH IRQFWLRQQHU

3° Le nombre d'enfants pés ou accueillis paOD PDLV R-s G¶ le D-De de naissance, de leur documentation sociale et psychologique ainsi que de leur certificat médical et leur photo

4° La liste des partenaires nationaux et internationaux dans le domaine p-éa;

5° Copie de la convention de l'Union des Républiques Dominicaines et de la République d'Haïti (OAA).

11. / 1 DJU p PHQW SRXU SUDWLTXHU O 1 DGRSWLRQ G p OLYU p D
DQ VRLW OD GXU p H (G 1 X D W W L H U F L F H U L F L F D H O I L V F O G p E X
V 1 D F K q Y H D X P R L V G H V H S W H P E U H

12. 7RXWH GHPDQGH GH UHQRXYHOOHPHQW G 1 DXWRULVDW
SUDWLTXHU O 1 DGRSWLRQ GRLW rWUH DFFRPSDJQ p H G XG

13. / 1 , % (6 5 S U R F q G H D X U i n W e f d n t w e r H W O 1 D X W 1 D J U p D H Q W
G 1 H Q I D Q W V G H P r P H T X 1 d u e a s t o r i z a t i o n O u t U e n o u v e l l e m e n t U
G 1 D X W R U L V D W L R Q 1 G H U i p R E F O W L R Q H F U D R X S G p Y X V j O 1 D U W L
22 décembre 1971, aux articles 25 et 126 du Décret du 4 novembre 1983 et de respect
de la présente procédure.

Section III : Les organismes agréés à l'adoption

14. / 1 U J D Q L V P H D J U p (O A A) O 1 D G R S W L R Q e n t e s a u t o r i t e s d e n o n E t a t
être autorisé à travailler en Haïti par ces mêmes autorités avant de solliciter toute
DXWRULVDWLRQ DXSUqV GH O 1 , % (6 5

15. / 1 R U J D Q L V P H D J U p p j O 1 D G R S W L R Q 2 \$ \$ O 1 R % W 5 R D W H Q
permettant de fonctionner en Haïti. (Q Y X H G 1 R E W H Q L U O 1 D r a t i o n a l , V D W L R Q
les responsables doivent obligatoirement

3 U R G X L U H S D U p F U L - E r e j S o c i a l , e t V e r e d u e x c e s (B E S P) L u n e D e m a n d e
G 1 D X W R U L V D W L R Q H Q W H L I Q R G L F T X I D R O M Q 1 D P H V Q P R W L I V S R X U O H V
V R Q S D \ W R U I D V p X S U D W L T X H U O 1 D G R S W L R Q H Q + D w W L

À O 1 D S S X e m a n d e s O u r D e t t r e :

1° Une lettre de confirmation GH O 1 \$ e n W a r d e L w p a y

2° 8 Q H F R S L H F R Q I R U e r f o r m e n t O 1 D a n s l e n o n P e t a t W G H O 1 D X W R U L V D
travailler en Haïti délivrée par cette même autorité

3° / H V V W D W X W V G H O 1 R U J D Q L V P H

4° /D OLVWH GHV PHPEUHV Gixn & RQ Vhse0 de PpceP LQLVWU
DFFRPSDJQpH GHV FXUULFXOXP YLWDH HW GHV DEVH
judiciai UH GH FexD FxQ G¶

5° /H EXGJHW SRXU O¶H[HUFLFH HQ FRXUV OH ELODQ I
SU pFp GHQW H GantEre G¶ DFWLYLWp

6° La liste des crèches avec lesquelles ils entretiennent des relations en vue de réaliser des adoptions, en précisant leurs coordonnées et le nom de leur dirigeant

7° Deux lettres de références notariées

8° 3KRWRV GHV PHPEUHV GX & RQVHLO G¶ DGPLQLVWUDWL

16. /¶ 2 \$ \$ détenant une autorisation en Haïti doit convenir et signer une Convention de partenariat DSSURXY p H SDUH FO ¶, % (6 BDLV Réas ave les Quides W V D entretient des activités

17. L ¶ DAA détenant une autorisation en Haïtia pour responsabilité de

1° Rechercher GDQV OH SD\ V G¶ DFFXHL Oes G Accueil Des Quides V OHV adoptés;

2° Informer et sensibiliser OHV IXWXUV SDUHQWV DGRSWLIV GpVLUI +DwWL GHV DVSHFWV WHFKQLTXHV HW MXULG LT XHV C Haïti;

3° Conseiller les futurs parents adoptifs W LIV j OD SU pSDUDWLRQ GX SUR constitution du dossier;

4° Confirmer que lacapacité légale des futurs parents adoptifs a été vérifiée

5° Confirmer que lesaptitudes à adopter des futurs parents adoptifs ont été évaluées positivement;

6° Acheminer les dossiers des futurs adoptants O¶, % pou O¶ DSSDUHQWHPHQ O¶ DXWRULVDWLRQ G¶ DGRSWLRQ

7° Diriger les futurs parents adoptifs qui souhaitent adopter des enfants ayant des besoins spéciaux vers des professionnels spécialisés de file encadrer;

8° RHSU pVHQWHU OHV IXWXUV SDUHQWV DGRSWLIV GDQV

9° Assurer aveles parents adoptifs suivi post adoption

18. / ¶ DX WR UL W p SXE OL ¶ X \$ \$ F X R B S p W H C P D R H A ¶ E ¶ s l a O n du pays, soumet à ¶ , % (6 5 O D O L V W H G a p t e à a d o p t e r i n s i v u e l e D G R S i n l u e de O ¶ D S S D U H Q W H P H Q W
19. / ¶ , % (6 5 V H l e p r o t e c t i o n l i m i t e r le nombre des organismes agréés j O ¶ p t i o n (O A A) H W O H Q R P E p a r p a y s d a n s l e m o n d e de m a i s o n G ¶ H i t e r e n a m d a n s O ¶ D G R S W L R Q
20. / ¶ , % (6 5 p r o c e d e D X U H W U D L W G a c c o r d e p a r l e s O r g a n i s m e s a g r e e s j R O ¶ p t i o n (O A A) , d H P r P H T X ¶ l e u r s e x t e n t e a u t o r i s a t i o n o u t o u t r e n o u v e l l e m e n t G ¶ D X W d a n s l e s d e s p r e c i s O ¶ d e l a 3 5 e d u D e c r e t d u 2 2 d e c e m b r e 1 9 7 1 x a r t i c l e s 1 2 5 e t 1 2 6 d u D e c r e t d u 4 n o v e m b r e 1 9 8 3 e t d e r e s p e c t d e l a p r e s e n t e p r o c e d u r e

Titre III : La procédure d'adoption

Section I: La procédure d'adoption

21. En vertu des principes de subsidiarite We G H O ¶ L Q W p U r W V X O ¶ D G R S W L R Q nationale et intrafamiliale est H Q F R X U D J p H D Y D Q W G H U H F R X U L U j O ¶ D G
22. / ¶ D G R S W L R Q H W H Q S D U W L F X O L H U O ¶ D G R S W L R Q L Q W H systématique pour les entes accueillis G D Q V O H V P D L V R q V O G ¶ U H Q I T X ¶ W Q H C U p S R Q G D X [F U L W q U H V G ¶ Q B R P S W L V R l a g r e e p a r l e p a y s X H X U j O ¶ , % (6 5 T X L F H Q W G H O L V I Q I O R W G R D G R L S W U D E O H V H W S U P avec une famille adoptante.
23. I B E S R e Q P D W L q U H G ¶ D G R S W L R Q D S R X U P L V V L R Q G H
- 1° Coopérer avec les autres autorités centrales des pays G ¶ D F F X H L O
 - 2° Promouvoir une collaboration avec toutes les entités concernées pour assurer la protection des enfants;
 - 3° Fournir des informations sur toute la législation en matière d'adoption et de protection de O ¶ H Q I D Q W
 - 4° 6 ¶ D V V X U H U T X I Q O I D P P D M V O U H W G ¶ I G O S W L S R U Q Q F L O S V H L V G H V X S p U L H X U G H s u b s t a n t i e l s d r o i t s p e c t i f s ; G H

5° Prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'un placement dans XQH PDLVRQ G¶HQIDQWV RX GXUD d'adoption.

24. /H 6HUYLFH GH O¶\$GRSWLRQ

/H 6HUYLFH GH O¶\$GRSWLRQ HVW FKDUJp GH

1° Examiner OHV UHTXrWHV HQ YXH GH O¶DGRSWLRQ

2° &RQVWLWXHU OHV GRVVLHUV GHV HQIDQWV DGRSWDE intéressée;

3° 5HPSOLU OHV IRUPDOLWpV QpFHVVDLUHV SRXU O¶pW SXSLOOHV GH O¶DeVWLWVUDQFHVQpEQLH sont dépourvus;

4° En cas de demande d'adoption émanant de ressortissants étrangers résidant en Haïti, établir un rapport à l'Autorité centrale de leur pays par la Direction générale;

5° 5HFRPPDQGHU O¶DGRSWLRQ LD O¶DpW apparentement et acceptation des futurs parents adoptifs;

6° Rassembler, conserver et constituer une banque de données portant sur les origines des enfants;

7° Échanger des informations relatives à situation de l'enfant et des parents adoptifs, en cas de recherche familiale, après autorisation du Directeur général

8° Établir des statistiques sociales mensuelles;

9° Assurer le suivi post-adoption.

25. La cellule multidisciplinaire

/H 6HUYL AdopHestOr¶ Enoncé par une cellule multidisciplinaire composée de SV\FKRORJXHV GH WUDYDLOOHXUV VRFLDX[HW G¶DYRFD

La Cellule multidisciplinaire conseille et oriente les parents biologiques dans leur projet de FRQVHQWPHQW j O¶DGRSWLRQ Biologiques et SreBSPV au Directeur général toutes mesures alternatives permettant à terme la réintégration familiale de O¶HQIDQW RX VRQ SODFHPHQW IDPLOLDO SHUPDQHQW déclarations des parents biolog TXHV GH O¶HQIDQW HQ de vant le Gue FRQVHQW de Paix ou le Notaire, dans les délais impartis.

(OOH G pWHUPLQH O¶DGRSWDELOLWp SV\FKRVRFLDOH HW parent(s) ou la personne responsable ont donné le pFRQVHQWHPHQW j O¶DGR OLEUH HW pFODLU p VXU OD EDVH GHV SULQFLSHV GH V avant tout enrôlement devant les Tribunaux compétents.

(OOH SHXW V¶DGMRLQG UH j WLW UPH LF/RQWX G¶IDQWIDIQ VOV circonstance.

La Cellule multidisciplinaire conseille et oriente les futurs parents adoptifs résidant en Haïti GDQV OHXU SURMHW G¶DGRSWLRQ (Cellule de l'adoption) et informe les futurs parents adoptifs de nationalité haïtienne résidant habituellement en Haïti.

Section II : L'adoptabilité des enfants

26. Les mineurs de moins de seize (16) ans G H O¶XQ R X, adoptables sont V H [H

1° Les enfants orphelins

2° Les enfants déclarés abandonnés

3° Les enfants pour lesquels les parents ont consenti j O¶DGRSWLRQ et éclairée dans le strict UHVSHFW GHV SULQFLSHV U p JLVVDQW O¶DGRSWLRQ

Une attention particulière sera accordée aux enfants ayant des besoins spéciaux les enfants plus âgés, les orphelins, les enfants souffrant de troubles physiques, mentaux ou émotionnels.

27. /HV PLQHUV FRQILpV j XQH PDLVRQ G¶HQIDQWV VXU O DGRSWDEOHV TX¶DSU des HQTUSWV G¶X O¶U% (65H UHFKHUF mesures alternatives SDU O¶pTXLSH P X O¶IDQW consentement des parents biologiques avant tout consentement devant le Juge de Paix par acte authentique devant Notaire RX j O¶pWUDQJHU GHYDQW O¶\$JHQW FRQVXODLUH

28. Dans le cas des enfants abandonnés, de père et mère inconnus, le Magistrat OH FRQVHQWHPHQW j O¶DGRSWLRQ

29. La Cellule multi disciplinaire, dans la phase du consentement j O¶adoption, tient compte GH O¶RSLQLRQSDU O¶U% (65H UHFKHUF

/H 6HUYLFH GHV ^XYUHV 6RFLDOHV SURFqGH j GHV
O¶DEDQGRQ UpHO GHV HQIDQWV

6XU OH UDSSRUW GXGLW 6HUYLFH HW OH FHUWLILFD
'LUHFWLRQ JpQpUDOH VROOLFLWH GX 0D, le cas échéant, son
consentement à leur adoption.

33.2. Enfants orphelins

/RUVTXH OH PLQHXU Q¶D SOXV QL SqUH QL PqUH R
manifeste leur volonté, le consentement est donné par le conseil de famille.

33.3. Enfants avec parents biologiques

/H 6HUYLFH GHV ^XYUHV 6RFLDOHV SURFqGH j GHV UHQFRWUHV DYHF OHV SDUHQWV
FRPSUpKHQVLRQ GH OD SRUWpH GX JHVWH TX¶LOV V¶
j O¶DGRSWLRQ (OOH V¶DVV¶s alternatives de placement de l'enfant
O¶HQIDQW GDQV VD IDPLOOH RQW pWp pYDOXpHV D
FRQVHQWPHQW SXLV O¶DXWRULVDWLRQ GpOLYUpH
devant les tribunaux compétents.

Dans tous les cas, le Service G¶\$GRSWLRQ de l'État conjointement avec les
PDLVRQV G¶\$GRSWLRQV de l'État par les

34. /HV GRFXPHQWV UHTXLV j OD FRQVWLWXWLRQ GX GRVVLH

1° Extrait des archives GH QDLVVDFH GH O¶H

2° &HUWLILFDWULFDLGH cas échéant;

3° Extrait des archives GH GpFqV GHV SDUHQWV ELRORJLTXHV V¶L

4° Conseil de famille, le cas échéant

5° +LVWRLUH VRFLDOH GH O¶HQIDQW

6° 5DSSRUW G¶Histoire biologique XU OD

7° eYDOXDWLRQ SV\FKRORJLTXH GH O¶HQIDQW

8° Certificat médical détaillé incluant un bilan de santé complet;

9° ([WUDLW G¶DUFKLYHV GH O¶DFWH GH PDULDJH GHV SD

10° Trois (3) photos G ¶ L G H Q W L W p d e G ¶ H Q W D H Q W p F H Q W H

11° NIF ou CIN des parents biologiques.

35. /HV GRFXPHQWV UHTXLV DX G p S { W G ¶ XQ GRVVLHU GHV P
sont les suivants

1° Lettre de dHPDQGH G ¶ DGRSW;LRQ SHUVRQQDOLV p H

2° Évaluation sociale du foyer;

3° Évaluation psychologique des adoptants

4° Document délivré par O ¶ D X p ¶ Rique W P S p W H Q W H G X attestation de G ¶ D F F X H
qualification et des aptitudes pour adopter des candidats (adoptés) selon la législation
G X S D \ V G ¶ D F F X H L O

5° Extrait de O ¶ D de naissance des adoptants

6° ([W U D L o t e d e m a r i a g e) des adoptants

7° Certificat médical incluant un bilan de santé complet et examen de laboratoire

8° \$ W W H V W D W L R Q G ¶ D E V H Q F H G ¶ D Q W p F p G H Q W V M X G L F L D

9° Let W U H G H F R Q I L U P D W L R Q G ¶ H P S O R L S U p F L V D Q W O H V I
le salaire

10° Attestation bancaire titres de propriété

11° Deux lettres de références notariées

12 Trois (3) photos G ¶ L G H Q W L W p G H G D W H U p F H Q W H

36. Tous les documents versés au dossier doivent être rédigés en français ou si le cas le requiert, doivent être traduits en français certifiés conformes et légalisés.

Section III : Le suivi postadoption

37. Le suivi postadoption se déroule en fonction des rapports W p P R L J Q D Q W G H O ¶ p Y R O
O ¶ L Q W p J U D W L R Q G H O ¶ H Q I D Q W s u n d e n v i r o n n e m e n t C e s r a p p o r t s P L O O H
sont produits selon les modalités suivantes

- 5 DSSRUW 6 L[PRLV DS dans sa On Du de famille Le rapport O H QIDQW être effectué sous la responsabilité du Directeur O 2 \$ \$
- 5 DSSRUW 'RX]H PRLV DS dans sa On Du de famille Le rapport O H QIDQW doit être effectué V R X V O D U H V S R Q V D E L O L W p G X ' L U H F W H X U G H
- Rapport 3: Dix- K X L W P R L V U D S Y p H G H a n s l a H o u v e l l e M a m i l l e Le rapport doit être effectué sous la responsabilité ' L U H F W H X U G H O 2 \$ \$
- Rapport 4 :Vingt- T X D W U H P R L V D S U q V d a n s l a h o u v e l l e f a m i l l e O H Q I D Q W rapport doit être effectué sous la responsabilité X ' L U H F W H X U G H O 2 \$ \$
- Rapport 5 : Trente V L [P R L V D S U q V O H d a n s l a n o u v e l l e f a m i l l e H Q I D Q W rapport doit être produit par des experts indépendants
- Rapport 6 : Quarante huit mois D S U q V O H D U U L a n s l a c o u v e r t u r e H Q I D Q W rapport doit être produit par des experts indépendants.
- 5 DSSRUW 6 R L [D Q W H P R L V d a n s l a n o u v e l l e f a m i l l e p H G H O rapport doit être produit par des experts indépendants.

38. / P A A V H Q J D J H j H I I H F W X H U O H V L L Y Q D X S L O q W U G H Q F R Q V H [L J H Q F H V D V V R F L p H V j O D S U R G X F W L R Q G H V U D S S R U W V

39. Le rapport de suivi post-adoption comprend

- 1° / p Y D O n e d e l e s G O H Q I D Q W
- 2° Le bulletin scolaire;
- 3° / p M a t i o n p s y c h o l o g i q u e
- 4° / p Y D O s o d a n e L R Q

40. L 2 \$ \$ V H Q J D J H j W U D Q V P H W W U H O H V U D S S R U W V G p Y R O , % (6 5 U D S S R U W V H W V H U R Q W U H P L V j O , % (6 5 S I

41. / D F U q F K H G p V L U H X V H G R E W H Q L U D G H R S W Q R R Q U B W Q R H Q V I V D G U H V V H U j O , % (6 5

42. / D G R e v e l l e R C a r a c t è r e c o n f i d e n t i e l . E n c o n s é q u e n c e

- 1° /D FUqFKH V¶HQJDJH j QH GLYXOJXHU DXFXQH LQIRU adoptants et les adoptés RX GH WLHUFHV SD baw Latw autorités DGRSW compétentes
- 2° /D FUqFKH V¶HQJDJH j QH PHWWUH HQ FRQWDFW TXL tierces;
- 3° /D FUqFKH V¶HQJDJH j SRUWHU j O¶DWWHQWLRQ GH O¶une mise en contact avec des adoptants ~~stutées~~
- 4° L¶RUJDQLVPH DJUpV V¶HQJDJH j QH PHWWUH HQ FRQWDFW biologiques ou de tierces parties en Haïti.

- 43. /HV \$XWRULWpV FHQWUDOHV HW O¶,% (65 V¶HQJDJHQW j recherche des origines et de retrouvailles internationales. En cas de recherche des liens ELRORJLTXH V O¶LQWpUHV Vp H DGXOWH RX OHV SDUH DGUHV VHVURQW XQH FRUUVSRQGDFH SDU O¶HQWUHP Directeur général GH O¶,% (65 XWRULVHUD OH 6HU.YLFH G¶\$GRSWL
- 44. /H 6HU.YLFH GH O¶\$GRSWLRQ DUFKLYH WRXV OHV GRFXP support papier via la Section des Archives et supports électroniques, balayés et conservés sur CD.

Dispositions finales

- 45. 1XO QH SHXW WLUHU XQ JDLQ PDWpULHO LQGX HQ UDL adoption nationale ou internationale.

Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont OHV YHQXH V GDQV O¶DGRSWLRQ

/HV GLULJHDQWV DGPLQLVWUDWHXUV HW HPSOR\pV G¶R peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

Les contrevenants seront passibles de sanctions prévues au Code pénal régissant la matière.

- 46. 3RXU WRXW FH TXL Q¶HVW SDV SUpYX GDQV OD SUpVH GLVSHQVH SUpVLGHQWLHO OH OD OpJLVODWLRQ HQ YLJ G¶DGRSWLRQ VXSSOpOH DEXVFDUpV DRUQFÈme Sociale de Recherches.

/D SUpVHQWH SURFpGXUH UHQWUHUD HQ YLJXHXU VXU V 1^{er} octobre 2012.

SCHÉMA PROCESSUS D'ADOPTION EN HAÏTI : PHASES ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE
(Réf : Décrets du 4 avril 1974 et 4 novembre 1983)

PHASES	ÉTAPES	DESCRIPTION	INSTANCES
ADMINISTRATIVE	1	Recherche familiale	6 HU YLFH - XYUHV
		'p FODUDWLRQ & B Q WE DLQFRWQ G ¶ DEDC	6 HU YLFH - XYUHV / Juges de Paix
		3 ODFHPHQW G ¶ HQIDQW HQIDQWV DEDQG (parents pour cause de précarité)	6 HU YLFH - XYUHV / 6
	2	'p FLVLRQ G ¶ DGRS WDLV BQW HPHQW j	Service Adoption Cellule multi disciplinaire/ IBESR
		Rétractation du pré consentement	Cellule multi disciplinaire
	3	Banque de données sur les potentiels parents adoptifs	IBESR via les Autorités publiques compétentes ou le 3AA
		\$ SSDUHQWHPHQW - XPHODJH G ¶ XQ HQI	Cellule multi disciplinaire via les PDLVRQV G ¶ HQ
	Exception	Dispense présidentielle	IBESR via Ministère de la Justice/Président République
		Publication Arrêté présidentiel	Presses Nationales (Moniteur)
	4	3 URSRVLWLRQ GH O ¶ HQIDQW DX [F	IBESR ± OAA
5	Accord à la poursuite des démarches	Futurs parents adoptifs et Autorité compétente S D \ V G ¶ D F	
6	5 HFRPPDQGDLRQ GH O ¶ DGRSWLRQ	Direction générale IBESR	
JUDICIAIRE	7	Consentement légal des parents biologiques du Conseil de famille Procès YHUEDO G ¶ DGRSWLRQ	Juge de Paix ou Notaire
	8	Correspondance au Commissaire du Gouvernement	Avocats ¹
	9	Jugement homologuant le Procès YHUEDO G ¶ DGRSWLRQ	Tribunal de 1 ^{re} Instance
	Exception	Voies de recours en cas de X V G ¶ KRPRORJDW	& RXU G ¶ \$SSH
			Cour de Cassation
10	\$ FWH G ¶ DGRSWLRQ	2 I L F L H U G ¶ e W D	
FINALE	11	Poursuite des démarches administratives Légalisation ²	Parquet Ministère de la Justice, Ministère des Affaires Étrangères
	12	Passeport	Direction Immigration et Émigration
	13	Visa (Adoption internationale)	Consulats
	14	\$ XWRULVDWLRQ GH G p SDUW G	IBESR

NB : ¹ Les Avocats peuvent intervenir dans toutes les phases du processus d'adoption.

² Les documents constituant le dossier doivent être rédigés en français, certifiés conformes à l'original et légalisés quelle que soit la phase du processus.

(Q I R L G H T X R L O H V K D X W V - É F É S O C I A L H A I T I D E R E C H E R C H E S) V O U S I N V I T E M A G X
présente procédure rédigée par Andolphe E. D. Guillaume, Assistant légal sur demande du
Directeur Général, Madame Arielle Jeanty Villedrouin, pour servir et valoir ce que de droit.

) D L W j O ¶ , Q V - É F É S O C I A L H A I T I D E R E C H E R C H E S (I B E S R) , l e 1 7 j u i l l e t 2 0 1 2 , e n u n s e u l
exemplaire qui sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires sociales et du Travail et
dont une copie certifiée conforme sera remise aux Ministères de la Justice et de la Sécurité
Publique et des Affaires étrangères et des Cultes, aux Doyens des Tribunaux de Première
Instance, aux Commissaires du Gouvernement, aux Juges de Paix, aux Autorités
centrales des pays du Groupe de Montréal, aux Ambassades et Consulats accrédités en Haïti, aux
Organisations internationales et Organisations non gouvernementales évoluant dans le domaine
G H O D S U R W H F W L R Q G H O ¶ H Q I D Q W D X [U H V S R Q V D E O H V G H
P r P H T X ¶ H O O H V H U D G L V S R Q L E O H S R X U W R X W F L W R \ H Q V ¶
G H V P D L V R Q V G ¶ H Q I D Q W V H Q + D w W L

Rédigée par :

Andolphe E. D. Guillaume
Assistant Légal

Approuvée par :

Marie Chantal Joseph
Directeur Administratif

Edwin Cassés
Directeur Service Social

Marie Carmel Déjean
Directeur Défense Sociale

Arielle Jeanty Villedrouin
Directeur Général

Joséa Raymond Gauthier
Ministre des Affaires Sociales et du Travail

En foi de quoi, les deux copies de l'Instrument du Haut-Commissariat et de l'Assemblée ont été signés et
personne présente, notaire par **André-Louis E. D. Guillemain, Avocat** légal, un **Associé de
l'Assemblée** (Monsieur **André-Louis E. D. Guillemain**, pour servir et valoir ce que de droit.


Fait à l'Assemblée du Haut-Commissariat et de l'Assemblée (HCA), le 17 juillet 2011, en un seul
exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Sociales et du Travail et
dont une copie certifiée conforme sera remise aux Ministères de la Justice et de la Sécurité
Publique et des Affaires Étrangères et des Colles, aux Doyens des Tribunaux de Première
Instance, aux Commissions de Gouvernement, aux Pages de Paris, aux Maîtres des Requêtes
Sociales, aux Commissions de Gouvernement, aux Pages de Paris, aux Maîtres des Requêtes
Sociales des pays du Groupe de Montréal, aux Ambassadeurs et Consuls accrédités au Haiti, aux
Organisations Internationales et Organisations non gouvernementales évoluant dans le domaine
de la protection de l'enfant, aux responsables de maisons d'enfants et aux Cadres d'Adoption de
notre qu'elle sera disponible pour tout citoyen d'immigration à l'adoption et au fonctionnement
des maisons d'enfants au Haiti.

Adopté par :


André-Louis E. D. Guillemain
Avocat Légal

Approuvé par :


Marie Thérèse Joseph
Directeur Administratif


Edwin Cassin
Directeur Service Social


Marie Carmel Dupont
Directeur Défense Sociale


André-Louis E. D. Guillemain
Directeur Général


Joseph Raymond Gauthier
Ministre des Affaires Sociales et du Travail